

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués
2 avenue Grüner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 10/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SEM / FMI PROCESS/STEP FURANIA/exPorchon

Lieu-dit Le Porchon
42480 LA FOUILLOUSE

Références : UiD4243-DSSP-022-0477
Code AIOT : 0010500264

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2022 dans l'établissement SEM / FMI PROCESS/STEP FURANIA/exPorchon implanté Lieu-dit Le Porchon - 42480 LA FOUILLOUSE. L'inspection a été annoncée le 02/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEM / FMI PROCESS/STEP FURANIA/exPorchon
- Lieu-dit Le Porchon - 42480 LA FOUILLOUSE
- Code AIOT : 0010500264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui.

FURANIA est la station d'épuration (STEP) des eaux résiduaires urbaines de l'agglomération stéphanoise. Elle est exploitée par Saint-Etienne Métropole (SEM).

La filière de traitement des boues se compose d'une unité de méthanisation avec production et valorisation de biométhane et d'une unité de valorisation thermique (Four à lit de sable fluidisé FMI). Elle assure le traitement non seulement des boues et graisses générées par l'épuration des eaux usées in situ mais également de celles issues de STEP extérieures. Le statut de déchet de ces boues

et graisses externes a impliqué de basculer en 2022, l'unité de méthanisation, initialement cadrée au titre de la loi sur l'eau, en réglementation ICPE.

La filière de traitement des boues est autorisée par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 avril 2007,
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 juin 2022
- l'arrêté ministériel du 14 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux ;
- l'arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'Arrêté du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Sur site, l'exploitation de l'unité d'incinération est assurée par FMI Process, celle de l'unité de méthanisation et de production et valorisation de biogaz initialement par SAUR et depuis le 1er octobre 2022 par SUEZ.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etude de danger,
- Eaux pluviales,
- Registre des odeurs,
- Registre des déchets,
- Surveillance des rejets atmosphériques,
- Indisponibilités des dispositifs de traitement des fumées,
- Contrôle des résidus d'incinération,
- Procédure en cas de fuite de biogaz,
- Surveillance du procédé de méthanisation,
- Consignes de remise en service du méthaniseur actuellement en maintenance.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Annexe II	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Délai (1)	Résumé du constat et/ou de la demande (2)
4	Incinération : Indisponibilités des dispositifs de traitement	Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article 3 : 3.3	1 mois pour l'estimation du temps total d'indisponibilités effectives de 2022 1 mois pour le justificatif du QAL2 début avril 2023 : transmission autocontrôle	- Estimation du temps total d'indisponibilités effectives de 2022 - Transmission de justificatifs QAL2 – 2021 pour le COT et le HCl - Transmission trimestrielle des rapports d'autocontrôle des rejets atmosphériques des fours
8	Registre et Transport des déchets sortants	Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article 2 : 5.4.4	2 mois	- Transmission du registre FMI mise à jour, ou - Transmission d'un registre commun FMI/SUEZ
9	Registre de l'admission des boues et graisses extérieures	Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article 3 : 1.7	2 mois	- Transmission d'un registre commun FMI/SUEZ
11	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article 2 : 4.4.2	1 mois	- Justification du curage des séparateurs d'hydrocarbures
13	Méthanisation : Risques de fuite de biogaz	Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article 3 : 2.8	2 mois	- Adaptation des documents SUEZ « conduite à tenir en cas de fuite de biogaz » et « conduite à tenir en cas d'explosion du biogaz », au site de Furania
14	Méthanisation : Surveillance du procédé	Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article 3 : 2.9.	2 mois	- Transmission du document de suivi de la méthanisation
15	Méthanisation : Précautions lors du démarrage	Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article 3 : 2.11	1 mois	- Transmission des consignes pour le redémarrage du méthaniseur.

(1) S'applique à compter de la date de la lettre de suite / de transmission du rapport

(2) Le détail de l'écart est noté dans la fiche de constat (2-4)

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Etude de danger	Arrêté Préfectoral du 09/01/2020, article 1
2	Conditions de combustion	Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article 3 : 3.2.2
3	Incinération : surveillance des rejets à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article 3.7.2
6	Incinération : contrôles des résidus de l'incinération des déchets	Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article 3 : 3.9.3
7	Incinération : rapport annuel d'activité	Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article 3 : 3.8.3
10	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article 2 : 3.7
12	Stockage des intrants extérieurs et des digestats	Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article 3 : 2.2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'essentiel à retenir des constats établis pour l'installation d'incinération

Les valeurs limites d'émission dans les rejets atmosphériques ont été dépassées en 2020, 2021 et 2022 pour les paramètres COT, SO₂ et CO. L'exploitant devra mettre en oeuvre des mesures correctives pour limiter la fréquence de ces dépassements.

Des valeurs négatives de concentration en COT et HCl sont relevées sur la file 1 sur toute l'année 2021. L'exploitant devra préciser sa méthode de détermination des paramètres QAL2 et communiquer les valeurs de pentes et d'ordonnées à l'origine utilisées en 2021 pour le COT et le HCl. Il est demandé à l'exploitant d'assurer un réglage de l'analyseur qui permette de corriger ces anomalies.

La limite de 60 heures par année calendaire des compteurs d'indisponibilité des dispositifs de traitement a été dépassé en 2020, 2021 et 2022. Le dépassement de ces limites de compteur n'a pas conduit l'exploitant à arrêter l'incinération des boues. Il est demandé à l'exploitant de transmettre désormais les rapports d'autocontrôle des fours de manière trimestrielle.

L'essentiel à retenir des constats établis pour l'installation de méthanisation

Jusqu'à présent, les paramètres de suivi de l'installation de méthanisation n'ont pas fait l'objet de contrôle de la part de l'inspection des installations classées du fait que cette étape de traitement n'est cadrée au titre des ICPE que depuis juin 2022. En outre, l'exploitant SUEZ étant nouvellement en charge de l'installation (1er octobre 2022), n'a pas été en mesure de fournir les documents suivants :

- Registre de suivi des paramètres des digesteurs,
- Consignes spécifiques relatives au redémarrage du digesteur actuellement en cours de réfection,
- Fiches de procédures « conduite à tenir en cas de fuite de biogaz » et « conduite à tenir en cas d'explosion du biogaz », adaptées au site de Furania et complétées au regard de l'étude de danger de 2021.

L'essentiel à retenir des constats établis pour les deux installations

Il a été demandé aux exploitants FMI et SUEZ de faire parvenir sous 2 mois à l'inspection des installations classées un registre chronologique commun de suivi des déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etude de danger

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour étude de danger
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant révisera l'étude des dangers de son établissement sous 1 an à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'étude de danger réactualisée, demandée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 janvier 2020, a été remise par l'exploitant à l'inspection des installations classées le 1er avril 2021, au moment du dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale relative aux modifications des conditions d'exploitation de Furania.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article3 : 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, T2S
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 3.2.2 Conditions de combustion Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant du processus soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température minimale de 850° C pendant deux secondes, mesurée sur plusieurs points à proximité de la paroi interne. Le temps de séjour devra être vérifié lors des essais de mise en service. La température doit être mesurée en continu.
Constats : Lors de la précédente visite d'inspection du 23 novembre 2021, rentrant dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle, il avait été constaté que la température du four fluctuait et descendait par moment au dessous de 850° C sans que cela ne conduise à l'arrêt de l'alimentation des boues. Lors de la visite du 10 novembre 2022, l'exploitant a indiqué que des mesures correctives avaient été prises à ce sujet immédiatement après la visite du 23 novembre 2021. La consigne de régulation de température du four a été portée à 856° C. Cet écart de 6° C permet d'obtenir un meilleur maintien de la température à des valeurs supérieures à 850° C et permet de diminuer le nombre d'arrêts de l'alimentation des boues.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Incinération : surveillance des rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article 3.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, caractéristique rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 3.7.2 Surveillance des rejets atmosphériques L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques de ses installations. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées ci-après. L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes : <ul style="list-style-type: none">- poussières totales ;- substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ;- chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène et dioxyde de soufre ;- oxydes d'azote et, le cas échéant, ammoniac en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés. Il doit également mesurer en continu dans les gaz de combustion : <ul style="list-style-type: none">- le monoxyde de carbone ;- l'oxygène et la vapeur d'eau.
Constats : L'autosurveillance est réalisée conformément à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Incinération : Indisponibilités des dispositifs de traitement
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article3 : 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Durée maximale de 60 h/an
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.3. Indisponibilités des dispositifs de traitement</p> <p>Définition : les indisponibilités de l'installation correspondent aux périodes d'arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération, de traitement ou de mesure des effluents atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées</p> <p>Cette durée ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'annexe 2 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures. Toutes les indisponibilités (types, durées ...) sont enregistrées sur un document tenu à disposition de l'inspection des ICPE à tout moment.</p> <p>La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m³, exprimée en moyenne sur une demi-heure. En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées. Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées.</p> <p>Constats : Depuis 2018, le logiciel canadien CEM view est utilisé pour l'acquisition des données issues des analyseurs en continu des rejets atmosphériques des fours. Lors de la visite, le compteur d'indisponibilité consulté pour le mois de novembre 2022 affichait une valeur de 1285 heures pour un maximum de 60 heures cumulées par année calendaire. L'exploitant a indiqué que ces anomalies font suite à un étalonnage de l'analyseur avec une bouteille étalon de HCl dont la concentration était supérieure à la valeur maximale de la gamme définie dans le programme. Cet étalonnage n'a pas mis en indisponibilité l'analyseur qui a fonctionné correctement juste après son étalonnage, ce qui d'ailleurs a été vérifié par l'inspection des installations classées par sondage, mais la valeur haute mesurée durant l'étalonnage a bloqué le logiciel qui a considéré que l'analyseur était en indisponibilité. Les 1285 heures, 53 jours, correspondent au temps qu'il a fallu à l'exploitant pour régler ce problème avec l'entreprise canadienne qui a conçu le programme.</p> <p>Suite à la visite, une investigation documentaire a permis à l'inspection des installations classées de constater que le cumul du temps d'indisponibilité des dispositifs de traitement était de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 217 heures en 2020, - 61,5 heures en 2021, - environ 135 heures en 2022 (calcul global effectué par l'Inspection à partir du rapport d'autocontrôle de la file 2 fourni en janvier 2023). <p>L'exploitant a indiqué que les dépassements n'ont pas conduit à un arrêt de l'incinération des boues.</p> <p>En outre, dans le rapport d'autocontrôle de la ligne 1 de 2021, 100% des valeurs de concentration de COT et environ 70% de celles de HCl sont négatives. L'exploitant a indiqué que pour des concentrations proches de zéro, la valeur prise par l'analyseur est la valeur de l'ordonnée à l'origine de la fonction d'étalonnage sous forme "$y = ax + b$" (QAL2) et que cette valeur peut effectivement être négative.</p> <p>Cependant l'inspection estime que les valeurs absolues de ces concentrations négatives sont trop élevées par rapport aux valeurs limites d'émissions (de 24 à 29% pour le COT et 2 à 25% pour le HCl).</p> <p>Il est demandé à l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'estimer sous 1 mois le temps total d'indisponibilités effectives de 2022 et de le transmettre à l'inspection des installations classées, - de fournir sous 1 mois un justificatif des QAL2 (pente et ordonnée à l'origine utilisées en 2021 pour le COT et le HCl) et d'assurer un réglage de l'analyseur qui permette de corriger ces anomalies,

<ul style="list-style-type: none"> - d'apporter des mesures correctives afin d'obtenir un meilleur calage de l'analyseur de la file 1, d'autant plus que depuis janvier 2023, c'est à nouveau la file 1 qui est en fonctionnement. - de transmettre les rapports d'autocontrôle des fours de manière trimestrielle.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 5 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Annexe II
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets Fours Incinération
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Annexe II Tableau de Valeurs Limites et surveillance des émissions non reproduit.
Constats : <p>Les valeurs limites d'émission dans les rejets atmosphériques ont été dépassées en 2020, 2021 et 2022 pour les paramètres COT, SO2 et CO.</p> <p>En 2022, le nombre de dépassements annuels en moyenne 30 minutes, est de l'ordre de 25 pour le COT, 23 pour le SO2 et 68 pour le CO pour une durée totale d'environ 135 heures (pour une durée cumulée maximale de 60 h/an).</p> <p>Les dépassements en moyenne 30 minutes varient:</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour le COT de 22 à 79 mg/Nm3, avec une moyenne non pondérée au temps de 44 mg/Nm3 pour une VLE de 20 mg/Nm3, - pour le SO2 de 202 à 718 mg/Nm3, avec une moyenne non pondérée au temps de 344 mg/Nm3 pour une VLE de 200 mg/Nm3, -- pour le CO de 101 à 271 mg/Nm3, avec une moyenne non pondérée au temps de 143 mg/Nm3 pour une VLE de 100 mg/Nm3. <p>Les dépassements en SO2 sont à corrélés à un dosage mal ajusté du calcaire en sortie de l'étape de centrifugation des boues. Le fait que les boues déshydratées et traitées au calcaire soient stockées en silos, avec un temps de séjour d'environ 48 heures, avant d'être incinérées, implique que lors des dépassements de SO2 dans les fumées, l'agent d'exploitation FMI ne peut pas agir sur les boues en cours d'incinération.</p> <p>Une difficulté supplémentaire réside dans le fait que la déshydratation n'est pas gérée directement par FMI. Les changements de dosage de calcaire sont opérés par Suez. SEM a déclaré que le changement du point d'injection du calcaire au plus proche des fours était à l'étude.</p> <p>L'exploitant devra mettre en oeuvre des mesures correctives pour limiter la fréquence des dépassements pour chacun des paramètres COT, SO2 et CO.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Incinération : Contrôles des résidus de l'incinération des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article3 : 3.9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses trimestrielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 3.9.3 Contrôles des résidus de l'incinération des déchets Une analyse trimestrielle des différents résidus de l'incinération des déchets sera effectuée sur un échantillon composite. En particulier, un test de lixiviation sera réalisé conformément au protocole défini par la norme XP30 489. Les analyses porteront notamment sur la fraction soluble, les teneurs en métaux lourds et le COT.</p> <p>Constats : Les résultats des analyses effectuées sur les cendres sont transmis à l'inspection des installations classées, une fois par an, pour toutes les analyses de l'année écoulée.</p> <p>Historiquement, l'intégralité des cendres était éliminée dans l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Borde Matin (42).</p> <p>Comme l'évacuation en ISDND est un processus d'élimination, l'exploitant cherche des filières de valorisation. En 2021, environ 2/3 des cendres ont été valorisées en cimenterie, 1/3 éliminé en ISDND. Les cendres sont évacuées une fois par semaine pour un total annuel d'environ 1 600 tonnes (valeur 2021). Leur évacuation en cimenterie n'est pas liée à une variabilité de leur composition mais est liée à la capacité des cimenteries à les accepter dans leur procédé de fabrication.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'intégrer dans son rapport d'activité, l'aspect qualitatif des cendres produites. Le suivi de chacun des paramètres analysés permettra ainsi de mieux détecter l'impact dans la qualité des cendres du renforcement du traitement des fumées prévu par l'AM du 12 janvier 2021 et qui devra être mis en œuvre pour décembre 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Incinération : Rapport annuel d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article3 : 3.8.3
Thème(s) : Risques chroniques, Incinération
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 3.8.3 Rapport annuel d'activité Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public.</p> <p>Constats : Chaque année, l'exploitant remet le rapport annuel d'activité à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Registre et Transport des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article 2 : 5.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Track déchets et RNTDS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 5.4.4. Registre et Transport des déchets sortants</p> <p>L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants et sortants. Il en assure également la déclaration en ligne au Registre National Déchets Terres Excavées (RNDTS).</p> <p>Le contenu minimal des informations du registre est fixé par l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.</p> <p>Depuis le 1er janvier 2022, en référence à l'arrêté du 21 décembre 2021 chaque lot de déchets dangereux est à déclarer sur Track Déchets, le système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.</p> <p>Constats : Le jour de la visite, le registre des déchets sortants a été rapidement consulté. D'après l'exploitant, la non-conformité relevée lors de la précédente inspection n'était pas liée au registre de déchets sortants de l'atelier d'incinération, mais plutôt au registre renseigné à ce moment-là par la SAUR et relatif à l'admission des boues externes lors de la crise sanitaire.</p> <p>Le registre FMI a été transmis début janvier 2023, il est partiellement lacunaire (il manque par exemple, les numéros de SIRET du producteur, des transporteurs et des entreprises chargées du traitement de déchets). Il nécessite d'être réactualisé au vu des prescriptions de l'AM du 31/05/2021.</p> <p>Il a été demandé à l'exploitant de faire parvenir à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sous 2 mois, une version réactualisée du registre FMI, ou - sous 2 mois un registre chronologique commun FMI/Suez prenant également en compte l'admission des boues et graisses issues des STEP extérieures et les boues digérées non incinérées. <p>Il a été rappelé à l'exploitant son obligation de transmission au registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS) de ses registres chronologiques tenus au cours de l'année 2022. Afin de laisser un délai d'appropriation supplémentaire et d'encourager la connexion automatique des outils métiers avec la seconde version de l'API du RNDTS mise à disposition depuis novembre 2022, une période de tolérance est accordée jusqu'au 1er mai 2023 afin de se mettre en conformité vis-à-vis de son obligation de déclaration dans le RNDTS.</p> <p>La déclaration se fait sur le téléservice : https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr</p> <p>A terme, le délai de télédéclaration à compter du fait générateur est de 7 jours.</p> <p>Les flux de déchets à saisir sur RNDTS sont les flux de boues et graisses externes entrant dans l'unité de digestion, les flux des boues digérées non incinérées et les cendres évacuées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Registre de l'admission des boues et graisses extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article3 : 1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Track déchets et RNTDS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 1.7. Registre de l'admission des boues et graisses extérieures L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable et résultats de caractérisation de base ou du contrôle de conformité). Il en assure également la déclaration en ligne au Registre National Déchets Terres Excavées (RNDTS) conformément à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement</p> <p>Constats : L'exploitant SUEZ, étant nouvellement en charge de l'installation, il ne lui a pas été demandé le jour de la visite de présenter son registre chronologique. Cependant, sous 2 mois, il lui est demandé d'établir en concertation avec FMI Process un registre commun des déchets entrants et sortants des unités cadrées au titre des ICPE.</p> <p>Les flux de déchets à transmettre sur le RNDTS sont les flux de boues et graisses externes entrant dans l'unité de méthanisation, les flux des boues digérées non incinérées et les cendres évacuées</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article2 : 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Constitution d'un dossier odeurConstitution d'un registre plainte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes sur l'ensemble du périmètre de l'établissement de FURANIA comprenant les installations ICPE ainsi que les installations IOTA.</p> <p>Il réalise à cet effet un dossier consacré à cette problématique, joint au programme de maintenance préventive qui comporte notamment la liste des principales sources d'émissions odorantes vers l'extérieur, qu'elles soient continues ou discontinues dans un délai d'un an suite à la parution de ce présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique.</p> <p>Constats : Il est demandé à l'exploitant de recenser dans un dossier toutes les sources d'odeurs susceptibles d'être émises sur l'ensemble de son installation (file eau et file boues). Ce dossier sera consulté par l'inspection des installations classées lors de la prochaine visite annuelle de 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article2 : 4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des séparateurs Hydrocarbures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles d'être polluées rejoignent le poste toutes eaux et sont renvoyées en tête de la station d'épuration FURANIA. Un prétraitement amont composé d'un séparateur d'hydrocarbures permettant de retenir les polluants et les hydrocarbures susceptibles d'être présents dans ces eaux de ruissellement avant leur retour en tête de station, est mis en place et régulièrement entretenu par l'exploitant.
Constats : Il est demandé à l'exploitant de fournir sous 1 mois les documents, photos, justifiant le curage des séparateurs d'hydrocarbures réalisé le 1er juin 2022. L'exploitant a indiqué que les boues extraites ont été réinjectées en tête de la STEP.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Stockage des intrants extérieurs et des digestats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article3 : 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Réhydratation des boues
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2.2. Stockage des intrants extérieurs et des digestats [...] Les boues non-liquides, réceptionnées dans une trémie de réhydratation, sont réhydratées à 6 % et stockées dans une bâche de 50 m ³ . La totalité de ces intrants transite par une bâche d'homogénéisation de 200 m ³ où s'opère le mélange avec les boues et graisses générées par la station d'épuration FURANIA.
Constats : L'atelier de réhydratation n'est pas encore en place sur l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Méthanisation : Risques de fuite de biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article3 : 2.8
Thème(s) : Risques accidentels, Réactualisation du protocole en cas de fuite CH4
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 2.8. Risques de fuite de biogaz Les locaux et dispositifs confinés font l'objet d'une ventilation efficace et d'un contrôle de la qualité de l'air portant a minima sur la détection de CH4 et de H2S avant toute intervention. Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements susceptibles d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de maintenance que l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Lors de l'incident du mois de mai 2022, il a été demandé à l'exploitant de la Saur de transmettre une procédure écrite décrivant de manière synthétique, sous forme d'un logigramme, les actions à mener lorsqu'une fuite de CH4 était détectée. Cette procédure était en cours de révision suite aux remarques formulées par l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nouvel exploitant Suez déclare que la procédure produite par son prédécesseur ne lui semble pas adaptée dans le sens où d'après lui, les mêmes préconisations sont à mettre en œuvre quelle que soit la valeur de concentration de la fuite de méthane détectée et qu'une procédure globale ne peut être extrapolable du fait qu'elle dépend de nombreux facteurs comme, par exemple la localisation de la fuite, son débit, les conditions météorologiques.</p> <p>Les documents génériques de SUEZ, « conduite à tenir en cas de fuite de biogaz » et « conduite à tenir en cas d'explosion du biogaz », ont été consultés lors de la visite, ils ne sont pas spécifiques à Furania.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant sous deux mois d'adapter ces fiches au site de Furania et de les compléter au regard de l'étude de danger du site, de manière à obtenir un outil qui permette de faire une première évaluation rapide de l'impact potentiel d'une fuite et d'être en mesure de communiquer efficacement avec les autorités compétentes le cas échéant.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Méthanisation : Surveillance du procédé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article3 : 2.9.
Thème(s) : Risques accidentels, Paramètres de suivis
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2.9. Surveillance du procédé de méthanisation</p> <p>Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Elles sont notamment équipées de dispositifs de mesure en continu de la température des matières en fermentation et de contrôle en continu de la pression du biogaz. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de surveillance et spécifie le cas échéant les seuils d'alarme associés.</p> <p>Le système de surveillance inclut des dispositifs pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - garantir le fonctionnement stable du digesteur ; - réduire au minimum les problèmes de fonctionnement, tels que le moussage, pouvant entraîner des dégagements d'odeurs ; - prévoir des dispositifs d'alerte prévenant suffisamment à l'avance des défaillances pouvant conduire à une perte de confinement et à des explosions. <p>Il inclut des dispositifs de surveillance ou de modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pH et l'alcalinité de l'alimentation du digesteur ; - la mesure continue de la température de fonctionnement du digesteur et des matières en fermentation et de la pression du biogaz ; - le taux de charge hydraulique et organique de l'alimentation du digesteur ; - la concentration d'acides gras volatils et d'ammoniac dans le digesteur et le digestat ; - la quantité, la composition et la pression du biogaz ; - les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur. <p>Constats : Jusqu'à présent, les paramètres de suivi de la méthanisation n'ont jamais fait l'objet de contrôle de l'inspection des installations classées car cette étape de traitement a été cadrée au titre de la loi sur l'eau jusqu'en juin 2022.</p> <p>L'exploitant SUEZ, étant nouvellement en charge de l'installation, n'a pas été en mesure de fournir un registre de suivi des paramètres de l'étape de méthanisation. Il a indiqué que seule la valeur de température était suivie en continu, les autres paramètres étant suivis analytiquement plusieurs fois par semaine.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de faire parvenir à l'inspection des installations classées sous 2 mois un document de suivi comprenant les paramètres prévus à l'article 2.9 de son arrêté.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Méthanisation : Précautions lors du démarrage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, Article3 : 2.11
Thème(s) : Risques accidentels, Consigne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2.11. Précautions lors du démarrage Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation. Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.
Constats : Un document précisant les consignes spécifiques relatives au redémarrage du digesteur actuellement en cours de réfection devra être fourni à l'inspection des installations classées sous 1 mois. L'exploitant a indiqué qu'un expert Suez sera présent pour le redémarrage du méthaniseur actuellement en cours de réfection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet